

Le JDD, 5 août 2022

Droits des LGBT+ : à Orléans, Élisabeth Borne veut clore la polémique Cayeux

Anne-Charlotte Dusseaux

ABONNÉS À l'occasion du quarantième anniversaire de l'abrogation des discriminations entre les relations homosexuelles et homosexuelles introduites dans le Code pénal par le régime de Vichy, la Première ministre a visité un centre LGBT+ (lesbien, gay, bi, trans) à Orléans.



Élisabeth Borne est au côté d'Isabelle Pironne jeudi à Orléans.

Il aura fallu attendre le dernier moment des échanges avec des membres du groupe action gay et lesbien (GACL) d'Orléans pour que la question soit posée à la Première ministre, Élisabeth Borne. « On ne pouvait pas ne pas aborder ce sujet [...] Notre travail est vraiment mis en difficulté avec des paroles » comme celles de Caroline Cayeux, a lancé le secrétaire de l'association, Christophe Desportes-Guilloux, assurant avoir reçu des « messages d'insultes » en amont de cette visite ministérielle. Quarante ans après la fin de la répression de l'homosexualité en France, le 4 août

1982, Élisabeth Borne s'est voulue claire : « La ligne du Président, ma ligne, celle du gouvernement n'est pas ambiguë. Nous continuerons à nous battre pour des progrès en faveur des droits LGBT+ [...] Il n'y a pas de doute sur le fait que tous les membres de mon gouvernement sont sur la même ligne. »

« Il y a pu avoir des expressions blessantes. La personne qui a tenu ces propos a eu l'occasion de présenter ses excuses » Ce qu'elle a répété quelques minutes face à la presse, aux côtés de la ministre Isabelle Rome (Égalité entre les femmes et les hommes, Diversité et Égalité des chances), qui avait déjà fait le déplacement dans ce centre d'accueil début juillet. « Il y a pu avoir des expressions blessantes. La personne qui a tenu ces propos a eu l'occasion de présenter ses excuses. Il n'y a aucune ambiguïté sur l'engagement des membres de mon gouvernement qui portent la même vision d'une société progressiste », a insisté Élisabeth Borne.

La nomination d'un « ambassadeur aux droits LGBT+ » La Première ministre a profité de ce déplacement pour faire quelques annonces. Un fonds de trois millions d'euros sera débloqué pour la création de dix centres LGBT+ supplémentaires en France et le

renforcement des 35 déjà existants – 20 selon l'association GACL 45. « Nous voulons qu'il y ait au moins deux centres dans chaque région de l'hexagone et au moins un centre dans chaque région outre-mer », a précisé Élisabeth Borne. Selon son entourage, cela se fera dans le cadre du nouveau plan LGBT 2023-2026 et sera inscrit dans le projet de loi de finances présenté à l'automne au Parlement.

Lire aussi - « tous ces gens-là » : des élus de la majorité et des personnalités dénoncent les propos de Caroline Cayeux Autre annonce : la nomination d'ici la fin de l'année d'un « ambassadeur » qui « coordonnera l'action du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour la protection contre les discriminations et la promotion des droits LGBT+ » et « défendra notamment la dépénalisation universelle de l'homosexualité et de la transidentité ».

« Si la Première ministre n'y a pas souscrit, elle s'est montrée ouverte » Interrogée sur une proposition de loi à venir des sénateurs socialistes portant réparation des personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 – date à laquelle une loi a instauré une distinction dans l'âge de consentement entre rapports homosexuels et hétérosexuels – et